Il faut mettre fin à l'embargo américain contre Cuba

Le 04 Mars 2022 par Perry Blankson https://jacobinmag.com/2022/03/us-control-cuba-blockade-must-end-sixty-years

Perry Blankson est étudiant en maîtrise à l'Université de Leeds et membre du Young Historians Project. Il fait également partie du groupe de travail éditorial du History Matters Journal.

Des gens se promènent dans une où on voit le drapeau cubain, à La Havane, le 14 octobre 2021. (Photo de Yamil Lage / AFP via Getty Images)

Cette année marque le 60e anniversaire du début du blocus américain de Cuba, une punition collective qui frappe le peuple cubain qui souhaite s'affranchir du contrôle américain. Il faut mettre fin au blocus.

Depuis soixante ans, l'empire américain mène une guerre économique implacable contre la République de Cuba. Cela se traduit par l'imposition de sanctions unilatérales qui, à ce jour, ont coûté plus de 130 milliards de dollars à la nation insulaire.

Les sanctions américaines, ou le « blocus », affectent tous les aspects de la vie des Cubains. Elles restreignent l'accès aux médicaments, à la nourriture, aux matériaux de construction et, surtout, aux composants nécessaires à la mise au point de vaccins, y compris pendant la pandémie de COVID-19. Les sanctions ont également pour objectif d'étouffer l'économie cubaine en restreignant les voyages et en interdisant aux entreprises de commercer avec Cuba si elles souhaitent également commercer avec l'Amérique. Comment les États-Unis justifient-ils ce blocus inhumain ?

Face au soutien très large des Cubains en faveur de Fidel Castro et à la révolution à la fin des années 1950 et au début des années 1960, le département d'État américain a admis que la seule façon de saper le régime était d'encourager la dissidence au niveau interne en imposant des rigueurs économiques à l'encontre de la population cubaine.

Selon un mémo interne désormais célèbre rédigé en 1960 par Lester D. Mallory, sous-secrétaire d'État adjoint aux affaires inter-américaines: «La majorité des Cubains soutiennent Castro. Le seul moyen envisageable permettant d'aliéner le soutien interne est la désillusion et la désaffection découlant de l'insatisfaction et des difficultés économiques... Tous les moyens imaginables doivent être rapidement mis en œuvre pour fragiliser la vie économique à Cuba. Une ligne d'action qui permettra de priver Cuba de financement et d'approvisionnement afin de faire baisser les salaires réels et les revenus monétaires, et ainsi de provoquer famine et désespoir, ce qui entraînerait le renversement du Gouvernement.»

Aujourd'hui, les États-Unis sont pratiquement les seuls à respecter le blocus. En 2021, pour la vingt-neuvième année consécutive, 184 États membres des Nations unies ont voté en faveur d'une résolution exigeant la fin des sanctions, seuls les États-Unis et Israël ayant voté contre. Même parmi les nations impérialistes, le consensus mondial est clair : le blocus illégal, immoral et mortifère des États-Unis à l'encontre de Cuba doit prendre fin.

Doubler la mise

Une femme passe devant un drapeau cubain à La Havane, le 1er février 2022 (afp.com/YAMIL LAGE)

Plutôt que d'accepter cette réalité, les récentes administrations ont exacerbé la situation. Après son accession, on pensait que le président Joe Biden suivrait les traces de Barack Obama, qui avait assoupli certaines des restrictions imposées par l'embargo et rétabli les relations diplomatiques avec Cuba.

La première année au pouvoir de Joe Biden a cependant prouvé qu'il suivrait plutôt l'exemple de son prédécesseur Donald Trump, dont le gouvernement a fait machine arrière en imposant plus de deux cents nouvelles sanctions et en revenant sur la loi Helms-Burton de 1996 pour requalifier la nation insulaire de « pays soutenant le terrorisme », réduisant ainsi à néant tout espoir d'une détente avec l'Amérique.

Biden a repris là où Trump s'était arrêté, laissant les nouvelles sanctions en place et ajoutant des sanctions « ciblées » en ce qui concerne les hauts responsables cubains. Ces mesures ont été appliquées alors que Cuba traversait une période de manifestations publiques sans précédent en raison de la pénurie chronique de produits de première nécessité comme l'énergie, les médicaments et la nourriture – pénuries résultant en grande partie du renforcement des sanctions sous Trump.

Alors que les Cubains qui subissaient les épreuves d'une pandémie mondiale sous blocus s'inquiétaient légitimement, les contre-révolutionnaires soutenus par les États-Unis et les médias américains ont profité de ces manifestations, incarnées par le hashtag "#SOSCuba", un astroturf clair comme de l'eau de roche. [Technique consistant en la simulation d'un mouvement spontané ou populaire à des fins d'ordre politique ou économique pour fabriquer l'opinion. Elle consiste à donner l'impression d'un sentiment majoritaire pour justifier une prise de position, NdT]

Les tentatives déployées par les contre-révolutionnaires cubains et les États-Unis pour fomenter des troubles dans un contexte de pénurie démontrent clairement que la stratégie américaine concernant le blocus n'a pas dévié depuis 1960 : « engendrer la famine, le désespoir et amener le renversement du gouvernement. »

L'une des revendications de la campagne #SOSCuba consistait à demander une « intervention humanitaire » pour « libérer Cuba » – un appel à peine voilé en faveur d'une intervention impérialiste pour subvertir la Révolution cubaine. Ces efforts ont été vains. En réponse à la menace contre-révolutionnaire, le président cubain Miguel Díaz-Canel s'est adressé au pays depuis la ville de San Antonio de los Baños et a appelé les Cubains à descendre dans les rues et à défendre la

Révolution.

Les Cubains partout dans l'île ont répondu à cet appel et sont sortis en masse, dépassant de loin les rassemblements antigouvernementaux. Le soutien au gouvernement a été tel que plusieurs médias occidentaux, dont le *Guardian*, le *New York Times*, *Fox News* et le *Financial Times*, se sont servis des images de rassemblements pro-gouvernementaux pour étayer leurs reportages consacrés aux manifestations anti-gouvernementales, donnant ainsi l'impression que les grandes foules étaient favorables à un changement de régime à Cuba.

Cette tentative visant à tirer profit des difficultés rencontrées par les Cubains en raison du blocus pour promouvoir un changement de régime s'est retournée contre elle. On pensait que le peuple cubain allait rallier en masse les manifestations antigouvernementales ; tout au contraire, les manifestations ont conforté la légitimité du gouvernement et le soutien à la révolution. Le blocus, même utilisé dans le but explicite de contribuer à un changement de régime, a été un échec cuisant. Il a en fait eu l'effet inverse.

Cuba au-delà du blocus

Depuis soixante ans, l'empire américain essaie donc d'affamer Cuba pour l'amener à se soumettre, et depuis soixante ans, il est en échec. Alors pourquoi le blocus continue-t-il ?

Pour dire les choses simplement, les responsables politiques américains craignent de voir émerger rapidement un Cuba socialiste en plein développement s'il est libéré des sanctions draconiennes. Dans son discours aux Nations unies en 2004, l'ancien ministre cubain des affaires étrangères Felipe Pérez Roque l'a bien expliqué: «[Les États-Unis] craignent le modèle cubain. Ils savent que si le blocus était levé, le développement économique et social de Cuba serait vertigineux. Ils savent que nous démontrerions mieux encore qu'aujourd'hui les potentialités du socialisme cubain, tout le savoir-faire non encore pleinement déployé d'un pays exempt de toute discrimination, doté d'une justice sociale et de droits humains pour tous les citoyens, et pas seulement pour quelques-uns.»

La condamnation de l'ONU est annuelle depuis 1992. L'an dernier, il n'y avait pas eu de vote à cause de la pandémie de COVID-19 (Photo YAMIL LAGE, AFP)

Les détracteurs du gouvernement cubain affirment qu'il s'appuie sur l'excuse facile de l'embargo pour justifier sa mauvaise gouvernance et l'échec inexorable du socialisme. Si tel est le cas, pourquoi ne pas lever l'embargo et le constater par vous-mêmes ? Les États-Unis sont bien placés pour constater les succès de la révolution cubaine et ne peuvent accepter les retombées d'un Cuba qui prospérerait tout en restant indépendant vis à vis de leur propre néocolonialisme.

Comme toutes les nations, Cuba souffre d'une foultitude de problèmes qui déclenchent la colère et la frustration de ses

citoyens, et tous ne peuvent être imputés à l'embargo. Cela va de la bureaucratie qui limite les contestations du pouvoir jusqu'à la corruption du gouvernement, la situation est loin d'être idéale. La pandémie a également fait des ravages dans l'industrie du tourisme, une source essentielle de revenus pour Cuba, ce qui a encore aggravé la crise dans laquelle se trouve la nation.

Dans sa vibrante défense de la Révolution, le peuple cubain a clairement démontré qu'il ne souhaite pas un changement de régime. Au contraire, il existe un profond désir de bâtir sur les fondations de la Révolution et d'aller de l'avant, plutôt que de régresser vers le temps de l'exploitation brutale par le système capitaliste mafieux américain.

Il se peut que Cuba ait échappé à une contre-révolution, mais le blocus persiste et la stratégie de subversion américaine se poursuit. Tant que le développement de Cuba sera asphyxié par l'empire américain, ce sont les Cubains ordinaires qui en subiront les conséquences. Il n'y a qu'un seul moyen d'alléger les souffrances de Cuba à long terme, et son exigence est universelle : le blocus américain doit cesser.